

Nouvelles Francophones du Marché du Carbone et du MDP

Numéro 114 – 5 avril 2008



Bali puis Bangkok : Agenda précis pour aboutir fin 2009 à un nouvel accord Climat !

À Bangkok, un programme de travail et un agenda précis ont été approuvés par les représentants de plus de 160 pays parties à la CCNUCC le 4 avril 2008 lors de la première réunion prévue suite à la conférence de Bali, et ce dans le but de parvenir à un nouvel accord mondial de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour l'après 2012 avant fin 2009. Les principaux accords obtenus lors de cette réunion ont été les suivants :

- En 2008, les participants se retrouveront lors de trois nouvelles sessions autour des thématiques suivantes :
 - Juin 2008 en Allemagne : `Moyens de financement de la lutte contre les CC`
 - Août 2008 au Ghana : `Déforestation et Approche sectorielle pour atténuer les émissions en GES`, cette approche a été proposée par le Japon. Elle permettrait de juger chaque industrie sur ses obligations environnementales
 - Décembre 2008 en Pologne : `Mise au point sur l'évolution du processus`
- En 2009, les participants se retrouveront durant au moins 4 sessions. Les négociations dureront dans le cadre de ce groupe 8 semaines au lieu des six semaines prévues en 2008. Un nouvel accord devra être conclu à la CdP15 prévue à Copenhague en décembre 2009.
- Durant ces travaux, les parties examineront en particulier les moyens de limiter ou de réduire les émissions polluantes provoquées par les transports aériens et maritimes. Notons que ces secteurs qui représentent 3% des émissions mondiales en GES avaient été exclus du Protocole de Kyoto.
- Les parties au Protocole de Kyoto ont indiqué leur volonté de continuer de développer un système basé sur le marché du carbone pour maîtriser les émissions en GES et de soutenir/d'améliorer le MDP.

Outre ces résultats globalement prometteurs, cette réunion s'est caractérisée par trois éléments essentiels pour l'avenir des négociations :

- La proposition du Japon de retenir une approche sectorielle au niveau des engagements de réduction des émissions a donné lieu à une grande réticence de la part des pays en voie de développement : à travers des engagements de secteurs économiques, ces pays considèrent qu'ils se verraient implicitement sortis de leur position actuelle de `non engagements` !! Selon eux,

c'est une façon délicate de les amener progressivement vers des engagements chiffrés...
Ce point chaud sera traité en août 2008 au Ghana.

- Les données récentes sur la part des émissions en GES des transports aériens et maritimes et leurs perspectives ont finalement poussé les parties à envisager de considérer ces aspects dans leurs négociations : après l'Europe, voici que l'intérêt est devenu mondial pour l'aviation, les transports maritimes et les GES.
- L'agenda des travaux prévus d'ici fin 2009 a été conçu en considérant que toute décision sur des engagements de réduction par les pays industrialisés de leurs émissions en GES ne pourra être prise avant les prochaines élections aux EUA. Le secrétaire de la CCNUCC a d'ailleurs confirmé cela clairement au début des travaux de Bangkok.

La Russie arrive en force sur le marché du carbone !

La Russie s'est engagée selon le PK à limiter ses émissions à 3,1 milliards de TCO₂eq par an entre 2008 et 2012. Le changement économique qu'a connu ce pays, suite à la disparition de l'URSS, fait que ses émissions en 2005 ne dépassaient guère les 2,2 milliards de TCO₂eq, soit 0,9 milliards par an de moins que ce qui est convenu pour 2008-2012 dans le PK. La Russie dispose alors d'une quantité de crédits excédentaires appelée Hot Air. La Russie - à l'image des autres pays de l'Est en transition économique - a au moins trois solutions pour valoriser ces crédits :

- les utiliser pour réaliser des projets MOC (Mise en Œuvre Conjointe) sur son territoire : la Russie s'est engagée à la faire dans une limite de 300 millions de TCO₂eq durant les 5 prochaines années ;
- elle peut aussi envisager de vendre une partie de ces crédits dans le cadre de l'Échange de Droit d'Émissions (3^e mécanisme de Kyoto) ; des négociations sont en cours avec plusieurs pays annexe I dans ce sens ;
- elle peut enfin garder une partie de ces crédits pour les utiliser pour l'après 2012 : encore faut-t-il que cette possibilité soit offerte par le nouveau régime climatique en cours de conception...

En attendant - et après un début laborieux où les structures et les procédures de la MOC ont été mises en place - il semblerait que la Russie soit passée à une nouvelle vitesse dans ce domaine au cours des dernières mois. En effet, 13 des 15 projets MOC soumis à l'ONU pour examen le mois dernier étaient russes. Ces 15 nouveaux projets portent le nombre total de projets MOC soumis aux Nations Unies à 130 et augmentent le volume des crédits carbone à partir de projets MOC de 30% pour 2008-2012 : 62 millions de crédits carbone MOC pour les 5 ans.

Notons cependant que la MOC reste un mécanisme sans grand succès car et à ce jour un seul projet a été approuvé par les NU : celui de la cimenterie de Podilsky en Ukraine. Mais le marché reste vigilant et cette poussée russe pourrait changer la donne.

1% du PIB des pays riches pour aider les pays en développement à lutter contre les CC

Des militants écologistes d'Afrique ont appelé les pays riches industrialisés à donner 1% de leur PIB à l'Afrique pour qu'elle puisse faire face aux CC et à leurs effets dévastateurs. Il s'agit selon eux du continent le plus vulnérable et ou rien de significatif n'a été fait à ce jour.

Selon la responsable du Réseau Action Climat Afrique, " même au niveau du seul mécanisme qui a donné des résultats significatifs (le MDP) l'Afrique a été largement ignorée : sur le total des 979 projets MDP enregistrés, 611 sont basées dans la région Asie-Pacifique, contre seulement 25 en Afrique !!!! "

Ce message était adressé aux parties réunies à Bangkok en fin de semaine ! La suite devrait venir lors de la prochaine réunion de ces parties prévue en Allemagne en juin 2008 et consacrée à cette problématique financière !

20 millions \$: promouvoir des projets de réduction des émissions en Afrique du sud

La Société financière internationale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, va investir jusqu'à 20 millions de dollars dans un fonds destiné à promouvoir des technologies et des activités économiques réduisant les émissions en GES en Afrique du Sud. Ce fonds est prévu pour financer des projets dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'eau, de la gestion des déchets, du recyclage et du bâtiment. Certains de ces fonds pourraient aller à des projets visant aussi à générer des crédits d'émission au titre du protocole de Kyoto par le mécanisme pour un développement propre.

Prêt de 100 millions \$: réaliser des projets d'adaptation aux CC en Tunisie

La JBIC (Japon) a accordé un prêt de près de 100 millions \$ au Gouvernement tunisien pour la réalisation de deux projets visant à lutter contre les CC : un projet de contrôle des inondations pour le grand Tunis (68 millions\$) et un projet de reboisement intégré (32 millions de \$). Ce dernier projet sera proposé par la Tunisie en tant que projet MDP.

Au cours des dernières années, la Tunisie a connu une vague sans précédent de pluies torrentielles. Le pays a également connu un nombre croissant d'incendies de forêts dus à des conditions météorologiques extrêmement sèches, soulevant des inquiétudes quant à un recul de la superficie des forêts et la perte de la biodiversité dans les zones forestières. Ces pluies diluviennes et ces conditions météorologiques extrêmement sèches pourraient avoir été causées par le CC.

Projets MDP sur le site de la CCNUCC : 5 avril 2008

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : **plus de 3 000 projets avec 2,7 milliard de TCO₂eq attendues avant 2012**
- Projets soumis pour enregistrement : **96 (13 893 055 TECO₂/an)**

- Projets enregistrés : **979 (198 126 501 TECO2/an) dont 15 dans des pays francophones : 3 en Égypte, 1 au Laos, 4 au Maroc, 3 en Moldavie, 2 au Vietnam et 2 en Tunisie**
- URCEs émises : **134 993 328 URCEs**
- Méthodologies de ligne de base : **104 approuvées (49 Grands projets, 14 consolidées, 10 pour le boisement/reboisement et 31 pour les Petits Projets)**
- AND notifiées : **128 dont 102 situées en pays non Annexe I (27 en pays francophones)**
- Entités Opérationnelles Accréditées : **18 dont 7 vérifications**
- Prix de l'URCE **entre 2008-2012 : de 6 à 15,5 euros (6-8 pour des URCEs de projets à risque moyen, 9-10 pour des URCEs de projets à risque faible, 11-13 URCEs de projets enregistrés, 15,5 euros pour des URCEs émises !)** . Prix **pour Post 2012 : 1.5 à 5 euros**

-Portail MDP Francophonie

Un portail MDP a été créé et mis en place par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP. Il peut être consulté sur le site de l'IEPF à l'adresse suivante : <http://www.iepf.org/ifp-mdp> .

De l'information sur la validation /enregistrement de projets MDP par le CE sur :

- Autorités Nationales Désignées du MDP - AND MDP : <http://cdm.unfccc.int/DNA>
- Entités Opérationnelles Désignées EOD : <http://cdm.unfccc.int/DOE/list>
- Projets enregistrés : <http://cdm.unfccc.int/Projects/registered.html>
- Méthodologies de Lignes de base et de suivi pour les projets : <http://cdm.unfccc.int/methodologies>
- Méthodologies approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAmethodologies/approved.html>
- Méthodologies en cours de révision <http://cdm.unfccc.int/methodologies/process?cases=B>
- Méthodologies non approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAmethodologies/publicview.html?cases=C>
- Méthodologies approuvées pour les projets de petite échelle : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/SSCmethodologies/approved.html>
- Projets MDP en cours de validation et proposés pour commentaires du public <http://cdm.unfccc.int/Projects/Validation>

Glossaire

BM :	Banque Mondiale
B/RB :	Boisement /Reboisement
CCNUCC :	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDP :	Conférence des Parties à la CCNUCC
DD :	Développement durable
DDP :	Document Descriptif de Projet MDP
CC :	Changements Climatiques
CE :	Commission Européenne
CE MDP :	Conseil Exécutif du MDP
CSC :	Captage et Stockage du Carbone

EE	: efficacité énergétique
EOD	: Entité Opérationnelle Désignée
ER	: Énergies renouvelables
EUA	: États-Unis d'Amérique
GES	: gaz à effet de serre
GIEC	: Groupe Intergouvernemental chargé des Études Climatiques
IEPF	: Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie
IFP MFD	: Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP
MDP	: Mécanisme pour un Développement Propre
MOC	: Mise en œuvre Conjointe
NIP	: Note d'Information de Projets MDP
NF MDP	: Nouvelles Francophones du MDP
PED	: Pays En voie de Développement
PK	: Protocole de Kyoto
PNAQE	: Plan National d'Allocation de Quotas d'Émissions
PNAQE 1	: pour 2005-2007
PNAQE 2	: pour 2008-2012
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RDP	: Réunion des Parties au PK
UE	: Union Européenne
URCE	: Unité de Réduction Certifiée des Émissions en GES (1 tonne CO ₂ eq)
URVE	: Unité de Réduction Volontaire des Émissions (1 tonne CO ₂ eq)
UTCF	: Utilisation des terres, leurs changements et la forêt

- 'Nouvelles Francophones du MDP' est un bulletin hebdomadaire édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat dans le domaine du MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal

- Abonnez vous à ce bulletin ici : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

- Participez à la vie de ce bulletin en adressant vos premières expériences, vos acquis ainsi que vos besoins en matière de MDP à :

Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP, IEPF
initiative-mdp-animateur@mediaterre.org